

Passage en revue

par **BENOÎT VILLIERS***

Cuba après Fidel

La documentation française, 127 p., 10,10 €



C'EST EXACTEMENT ce qu'il ne faut pas faire quand on publie un dossier censé dresser un bilan : associer le très bon et le médiocre, le flou et le précis, le sérieux et le superficiel. Qui est le faire-valoir de l'autre ?

Le responsable est probablement l'auteur anonyme de l'éditorial. On peut penser qu'il a quelque chose à voir avec l'ordonnance générale de ce numéro. L'édito donne le ton. Et, justement, on est servi ! Les approximations sont légion : ainsi, la révolution castriste en 1959 aurait précédé le mouvement global de décolonisation. De quand date l'indépendance de l'Indonésie ? De l'Inde ? De quand

date l'insurrection algérienne ? « Castro, apprend-on aussi, a maintenu l'indépendance du pays, il a nourri éduqué, soigné sa population, l'a tenue à l'abri des mafias et assuré l'égalité des conditions ». Sympa, ce Castro ! Comme on n'écrit pas dans une revue de propagande, on reconnaît que l'île a été enfermée dans un collectivisme « coercitif » (il y en a donc un

* Historien du mouvement communiste international.

autre?), que la pauvreté et le rationnement frappent les populations et que les libertés politiques y sont inexistantes. Mais, comme en Corée du Nord, la méchanceté impérialiste étatsunienne est un élément essentiel *in fine* pour qui veut comprendre les noirceurs du castrisme.

Tous les articles ne reflètent pas ces approximations embrouillées de l'éditorialiste, bien heureusement. Il en est de semblables comme celui que signe Serge Sur, un éminent professeur de droit public, qui enseigne ici l'eau tiède. Il en est qui dressent un bilan positif et d'autres non. Lui tire la ficelle de l'insularité et de l'aspiration à l'indépendance, ce qui donne un niveau d'abstraction peu éclairant. Une abstraction d'ailleurs lardée de lourdes âneries comme la réduction du pouvoir de Batista à un règne de terreur et de corruption et la politique des États-Unis ramenée à celle de prédateurs, dont les plus douteux se sont enfuis en 1959, comme d'autres en 1975 de Saïgon, incapables de supporter le triomphe de la morale et de la pureté révolutionnaires...

Et de nous expliquer, pour finir, que Cuba est en transition et que si l'aidait l'Union européenne comme elle a aidé les anciens pays communistes d'Europe de l'Est, on verrait ce qu'on verrait!

Hélas, l'Europe ne veut pas risquer de déplaire à l'acariâtre Oncle Tom et préfère en faire le moins possible, sans s'interroger sur la lourde responsabilité qu'elle porte ainsi dans les difficultés actuelles de l'île...

Jeannette Habel reprend elle aussi la thématique de la transition – la normalisation diplomatique devant stimuler la croissance économique – et réactive un schéma classique. Raúl Castro est de bonne volonté et l'on prend au sérieux ses annonces: «L'application des réformes est très graduelle et très prudente». N'a-t-il pas lancé qu'il fallait réformer *sin prisa pero sin pausa* (sans se presser mais sans s'arrêter?) Et pourtant, ce scénario voulu et même réalisé puisqu'annoncé par Raúl (!), pourrait être modifié par Trump. Ce n'est donc pas la faute à Voltaire, c'est celle à Trump, voire à Gorbatchev, voire au peuple cubain lui-même; pour Raúl Castro, «l'obstacle fondamental, c'est la persistance d'une mentalité obsolète, de l'inertie, d'une absence de confiance dans l'avenir», et peut-être même la nostalgie de l'Union soviétique...

Et de conclure que le projet du gouvernement est d'intégrer les mécanismes du marché dans un modèle de développement sous contrôle de l'État, sans compromettre les conquêtes sociales essentielles... Qu'en termes élégants la volonté de maintenir le système totalitaire est donc dite!

Jeannette Habel répète la même chose depuis un demi-siècle. Elle ne nous surprend pas. On est plus étonné en revanche devant une interview comme celle de l'ambassadeur de France Jean Mendelson, en poste à Cuba de 2010 à 2015. Quel intérêt représente cet entretien sinon celui d'illustrer de quelle parole, à la fois mondaine et fausse, est parfois capable un diplomate. Affirmations dogmatiques: «Ce n'est pas le ralliement de Castro à l'intervention soviétique à Prague qui contribue à l'effritement du mythe mais la soviétisation intérieure du pays, dont

le procès de Heberto Padilla en 1971 constitue l'épisode le plus marquant»; attaques venimeuses contre ceux qui « ne pardonnent pas à Fidel Castro d'avoir trahi leurs propres idéaux de jeunesse » et qui dénoncent en « des expressions délirantes », le « goulag des Caraïbes » ou la « Corée du Nord des tropiques »; franches stupidités: « De nos jours, chacun peut dire ce qu'il veut librement et quand il le veut », « S'il y avait encore des prisonniers politiques à Cuba, on le saurait », « Internet est encore balbutiant en raison principalement de l'embargo américain »... « Nul ne soupçonne ceux qui sont au pouvoir d'avoir des comptes bancaires en Suisse ». Décidément, on trouve de tout dans la bouche de M. Mendelson.

Romain Cruse, lui, n'hésite pas dans son article à accréditer l'idée de l'île-bordel de Batista et des Américains, à reprendre le terme « d'arrière-cour américaine » pour caractériser le pays en 1959, à insister sur l'absence de chômage à Cuba (il n'y en a pas non plus en Corée du Nord!); il souligne le fait que les Cubains votent au suffrage universel et à bulletin secret (!), élisent les membres du Parlement qui choisissent le Président, et ne craint pas de se référer à Salim Lamrani, agent *de facto* du gouvernement cubain.

On trouve dans ce numéro des études sages et prudentes comme celle d'Éric Dubesset sur les continuités et les changements de la politique extérieure cubaine, de Jérôme Leleu sur « les défis du développement économique cubain ». Si les responsables de ce secteur à Cuba étaient meilleurs, nous dit-il, les choses iraient mieux...

On retiendra quand même de cette publication l'étude de Margalida Mulet sur l'« art de la débrouille dans la Cuba révolutionnaire », une étude fine et précise, tableaux à l'appui, de l'impact social des variations de la politique monétaire cubaine et la mise en évidence d'un « pouvoir d'achat en berne ». Se référant à l'anthropologue américain Oscar Lewis, au romancier cubain Leonardo Padura et au sociologue français Vincent Bloch (dont nous évoquons plus bas la participation à ce dossier), Margalida Mulet relève les expressions qui à Cuba reflètent le système généralisé de débrouille: *resolver* (résoudre), *luchar* (lutter), *inventar* (inventer), *cuadrar* (s'arranger), expressions qui « servent à remplacer et euphémiser d'autres expressions plus directes telles que *robar* (voler), *sustraer* (subtiliser) ou *ilegal* (illégal) ».

Le terme de totalitarisme n'est pas utilisé mais nous ne sommes pas loin de sa mise en évidence – n'en déplaise à M. Mendelson: « La quasi-impossibilité de survivre sans sortir de la légalité a aussi décrédibilisé la notion de responsabilité citoyenne, écrit Margalida Mulet. À Cuba désormais, seuls les engagements entre proches semblent dignes de respect et mériter d'y attacher son honneur et son sens de la responsabilité collective ».

On retiendra aussi l'histoire d'un peu plus de cinq siècles que nous livre Romy Sánchez. Elle ouvre la porte à des interprétations plus subtiles que l'officielle « marche à la révolution ». « De la conquête par Christophe Colomb à la révolution de Fidel Castro, le destin de Cuba demeure lié à son rapport aux grandes puissances étrangères qui restreignent tour à tour son autonomie ». Mais l'auteur souligne l'ambiguïté de la relation de Cuba aux États-Unis et à

l'Espagne. Cuba n'est pas seulement victime et soumise. Elle peut trouver dans l'un comme dans l'autre pays une source d'inspiration pour son propre développement autonome.

L'Espagne et les États-Unis ne sont pas non plus restés figés tout au long des siècles dans une attitude identique. Il convient, depuis les premières décennies de la colonisation, de tenir compte des oppositions entre Créoles et fonctionnaires de la cour d'Espagne, etc.

Les États-Unis s'opposent à partir du XVIII^e siècle à l'Europe, notamment sur le plan économique, à l'Espagne, aussi sur un plan politique et idéologique. Celle-ci a une facette conservatrice et une facette libérale dans la réaction au mouvement indépendantiste.

On peut retenir enfin – on doit même retenir – l'article de Vincent Bloch, « Le régime castriste et la perpétuation de l'ordre révolutionnaire ». Vincent Bloch s'intéresse aux mécanismes qui permettent au régime de durer. Plusieurs étapes du développement du pouvoir castriste sont examinées à la loupe, en particulier les lendemains mêmes de la révolution qui voient Fidel Castro construire pas à pas sa domination sans partage.

Le quadrillage mis en place, fait de contrôle, de répression, d'incitation au soutien du Chef, n'est pas qualifié dans cet article de totalitaire, mais l'important semble être la mise en service de chacune des pièces du dispositif et notamment de structures permettant de répondre aux ambitions personnelles d'un certain nombre de militants. La domination castriste est sans partage, certes, mais la structure politique installée ouvre des perspectives de promotion. La « vigilance révolutionnaire » demandée à ces hommes et à ces femmes leur permet de trouver « une voie d'intégration qui leur ouvre ainsi des perspectives d'ascension sociale, en conformité avec le fonctionnement social sur lequel le gouvernement établit petit à petit son pouvoir ». Satisfaire « aux normes de mérite mises en exergue par le régime devient alors la base de stratégies d'ascension sociale, au-delà de tout point de vue idéologique ».

Les difficultés économiques apparaissent bientôt qui conduisent rapidement les Cubains à multiplier les formes de coopération inter-personnelle. Ces deux logiques « celle de l'intégration et celle des micro-arrangements » contribuent au maintien du système. Progressivement les espoirs suscités par la mobilité sociale pallient en effet l'affaiblissement de la ferveur idéologique et le résultat est que, dans la seconde moitié des années 1960, il n'y a plus d'opposition ouverte. Quant à ceux qui refusent ou ignorent ce marché et ruent encore dans les brancards, il y a la porte : 550 000 Cubains ont quitté l'île entre 1959 et 1973.

Pour ceux qui choisissent l'ascension sociale, l'incertitude domine cependant. Afin de ne pas courir de risque, chacun s'en tient à la langue de bois car Castro peut leur supprimer leur pouvoir et leurs espoirs, notamment en cas de changement de politique. Là non plus, le terme de totalitarisme n'est pas prononcé mais le fait que l'arbitraire du pouvoir « n'a jamais rendu possible l'instauration de règles du jeu pour le reste de la société, que ce qui est autorisé ou toléré un temps est de nouveau interdit ou sanctionné par la suite » se retrouve dans les systèmes totalitaires. Les Cubains essaient tout de même d'échapper aux sanctions et « une

conduite révolutionnaire irréprochable» reste la meilleure voie d'accès à des privilèges et à des possibilités d'arrangements très lucratifs».

Respectées en apparence pour monter plus haut dans l'appareil, les valeurs révolutionnaires affichées sont en fait délaissées. La société civile est ainsi impossible à (re)constituer. Même les réformes raulistes récentes peuvent être perçues comme permettant de « mieux tenir » la société cubaine : « la logique des réformes vise à récompenser la loyauté politique sans faire place à une division d'intérêts entre secteur public et secteur privé, lequel reste à la merci de l'arbitraire juridique et de brusques changements de cap impulsés depuis le sommet du pouvoir », explique Vincent Bloch. Au fond, les réformes visent à élargir l'assise sociale du castrisme : dirigeants et gestionnaires d'entreprises contrôlées par l'armée – de la même façon que les Cubains qui travaillent à leur compte et ont le privilège de facto d'entrer et de sortir de l'île – « peuvent bénéficier des réformes s'ils respectent les limites qui leur ont été fixées par l'élite au pouvoir ».



Il faut connaître la sinistre histoire d'hier pour comprendre la tortueuse politique d'aujourd'hui et de demain.

Boris Souvarine

→ Soutenir l'IHS, y adhérer, c'est possible

La Bibliothèque d'histoire sociale -

01 46 14 09 32 La Souvarine 4 av. Benoît-Frachon
92023 Nanterre Cedex

Exceptionnellement, la Bibliothèque d'histoire sociale sera fermée la semaine du 22 au 26 mai, ainsi que le mercredi 31 mai 2017.

La Souvarine met à la disposition des lecteurs une documentation et des archives exceptionnelles sur l'histoire du communisme, du socialisme et du syndicalisme.

Pour tout renseignement,

→ consulter le site des archives des Hauts-de-Seine

→ ou s'adresser à la bibliothèque elle-même :

bibliotheque.souvarine@hauts-de-seine.fr

→ ou par tél. 01 46 14 09 32

CHRONIQUES RÉCENTES



31 mai

Leonid Andreiev

Ayn Rand a vingt ans lorsqu'elle décide de fuir, seule et sans un sou, mais avec Nietzsche dans sa besace, pour Saint-Pétersbourg, elle a vite pigé quelle duperie est le communisme et quelle chute de plombs s'abat sur la Russie. Exilée aux États-Unis, elle sera engagée à Hollywood par Cecil B. De Mille.

Leonid Andreiev, pourtant adoré par Maxime Gorki et écrivain d'une lucidité exceptionnelle, connaîtra un sort plus tragique : il se suicidera en 1919 après avoir dressé un réquisitoire implacable contre Lénine et Trotski et envoyé, comme une bouteille à la mer, un S.O.S. aux Américains. On ne sera guère surpris qu'il ait fallu cent ans pour que ces textes prémoniteurs soient enfin traduits – et admirablement par Sophie Benech – en français. Ne nous faisons pas d'illusions : ils passeront inaperçus tant l'idéal communiste reste ancré dans l'âme française.

"Si vous saviez, écrit Andreiev, combien est noire la nuit qui plane sur nous. Il n'y a pas de mots pour décrire ces ténébreux."

"L'idéologie du mensonge déconcertant..."

→ Lire la suite de cette chronique



30 mai

Face à l'horreur de Manchester : Boualem Sansal

Pour clôturer notre dossier des analyses de l'attaque islamo-terroriste de Manchester, Le Figaro publiait, après celles de l'islamologue Gilles Kepel, et celle du philosophe Pascal Bruckner l'interview du grand écrivain algérien Boualem Sansal. Réalisée par Vincent Tremolet de Villiers, elle a été publiée ce 30 mai sous le titre : "Il faut combattre l'islamisme dans toutes ses dimensions".

Le Figaro : Que vous inspire l'attentat de Manchester ? Boualem Sansal : On se demandait si l'islamisme était affaibli par ses déboires avec Daech, voilà la réponse. L'islamisme gagne à tous



Bienvenue sur le nouveau site de l'Institut d'Histoire sociale

→ Recevoir nos mises à jour
→ Nous écrire

Sympathisants et membres de l'Institut d'histoire sociale sont cordialement invités à participer à l'Assemblée générale de l'IHS qui se tiendra

Jeudi 1er Juin de 16h à 20h

à notre siège, 4 avenue Benoît Frachon

à Nanterre (Station de RER Nanterre-ville).

L'Assemblée générale sera suivie d'un buffet.

→ télécharger le plan d'accès à Nanterre

→ s'inscrire pour assister à l'Assemblée générale

In Memoriam Zvezdan Todorov Ilios Yannakakis

Sympathisants et membres de l'Institut d'histoire sociale sont cordialement invités à participer à l'Assemblée générale de l'IHS qui se tiendra

Jeudi 1er Juin de 16h à 20h

à notre siège, 4 avenue Benoît Frachon

à Nanterre (Station de RER Nanterre-ville).

L'Assemblée générale sera suivie d'un buffet.

→ télécharger le plan d'accès à Nanterre

→ s'inscrire pour assister à l'Assemblée générale

Colloques et conférences

Conférences de l'année 2017

Jeudi 4 mai Loris Chavanette présentait son livre

"Quatre-vingt-quinze. La Tour de Nord Est"

→ La fiche de la conférence

Mardi 4 avril Antoine Bondaz évoquait

"Un retour des instabilités en Asie du Nord Est ?"

→ La fiche de la conférence

Mardi 14 mars Yves Michaud

"Le Contrat social : à quel bon ?"

→ La fiche de la conférence

Mardi 10 janvier Paula Vasquez Lizama

évoquait : "La situation du Venezuela"

→ La fiche de la conférence

Conférences de l'année 2016

Mardi 13 décembre Kader Abderrahim évoquait : "Dareh, l'Etat islamique : histoire, enjeux, pratiques" → La fiche de la conférence

Mardi 22 novembre Florence Grandsenne évoquait "Budapest 1956"

→ La fiche de la conférence

Mardi 8 novembre Alain Laurent évoquait son livre :

"L'Autre individualisme"

→ La fiche de la conférence

Le colloque 2016 de l'Institut d'histoire sociale a eu lieu le 19 octobre sur le thème "L'islamisme conquérant : une nouvelle offensive totalitaire" → fiche occasion

Mardi 14 Juin Renée Fregosi évoquait son livre : "Les Nouveaux Autantaires" → La fiche de la conférence

Jeudi 19 mai Cécile Vaisné évoquait son livre : "Les Résistants du Kremlin en France" → La fiche de la conférence

Jeudi 14 avril à Nanterre Franck Liaigre "Les FTP, Nouvelle Histoire d'une Résistance" → La fiche de la conférence

Mardi 22 mars "Le Venezuela et la question pétrolière" par Paula Vasquez

Lundi 14 mars "Un Sojénisme nord-coréen ?" par Pierre Rigoulot

Lundi 25 janvier "Pour qui roule l'Etat islamique ?" par Xavier

Histoire & Liberté :
la revue de
l'Institut d'histoire sociale
→ Dernier numéro paru :
L'islamisme conquérant : une nouvelle offensive totalitaire ?



→ La collection de Histoire & Liberté est en ligne
→ Commander et s'abonner
→ Ou trouver Histoire & Liberté ?

EST & OUEST